Hébergement : Le Samu social, un filon très lucratif

01/01/2013 à 19h54

Dans le XVe arrondissement de Paris, des familles, quinze familles qui sont pour la plupart éligibles au Dalo (droit au logement opposable) et, donc «ultraprioritaires» pour obtenir un HLM, luttent pour conserver leur chambre dans la résidence hôtelière Champ-de-Mars (Paris XVe) qui devait fermer ses portes ce lundi.

Depuis 1998, Boubekeur Khelfaoui héberge – dans sept de ses hôtels – des personnes isolées et des familles en situation précaire, prises en charge par le Samu social. Au total, 1 400 personnes. Un filon très lucratif sur fond de misère sociale.
«Si on part, ce sera pour un logement fixe et pas autre chose», répètent les quinze familles hébergées, **dont douze constituées de mères seules,** depuis des années dans la résidence hôtelière .Mais cet hôtel a pris des allures de fort Alamo depuis que l'avis d'expulsion a été signifié aux habitants au mois de septembre. […] En attendant un relogement définitif qui tarde à venir, elles ont décidé de rester. Quitte à mener une guerre d'usure contre le gérant de l'hôtel, **Boubekeur Khelfaoui, à la tête de 16 établissements dans la capitale et en banlieue via sa Société de gestion hôtelière (SGH)**.

Rachida est arrivée en 2008 dans la résidence Champ-de-Mars par le biais du Samu social mais, à présent, son hébergement est pris en charge par la Ville de Paris au titre de l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Pareil pour neuf autres familles.
L'hébergement d'une famille peut rapporter jusqu'à 3 000 euros par mois payés par le Samu social avec une contribution des hébergés à proportion de leurs revenus. Le Samu et l'hôtelier étaient liés par des conventions. Mais le 13 avril, Boubekeur Khelfaoui décide de les résilier. «*Il souhaitait augmenter le*

prix des nuitées, [nous n’avons] pas pu suivre», explique Eric Molinié, président du Samu social de Paris, **qui débourse 100 millions d’euros par an pour loger toutes les nuits près de 20 000 personnes dans des centaines d’hôtels en Ile-de-France.** […]

Les assistantes sociales, en collaboration avec le Samu, proposent des hébergements dans des hôtels de la capitale. «*Nous n’avons pas accepté.* ***Sauf une dame, elle aussi mère de famille. Elle a eu peur parce qu’elle n’avait pas de papiers***.»[…]

Libération